

pays un progrès qui va s'accroissant de jour en jour. Si je parle ainsi, c'est pour faire voir à mon honorable ami (M. Prior), combien il se trompe en disant que nous dépendons tout notre argent pour avoir des colons Galiciens et Doukhobortsés, et que nous ne faisons rien pour attirer l'immigration Anglaise. Tous les efforts, toute l'énergie et toute l'habileté de nos fonctionnaires ont précisément pour objet l'augmentation de l'immigration anglaise.

M. SPROULE : Quelle commission le ministre paie-t-il par tête, pour les immigrants ?

Le MINISTRE DE L'INTERIEUR : J'en parlerai dans un moment. Au sujet des immigrants qui nous arrivent, voici comment il faut procéder. Allons-nous faire des lois restrictives ? Si nous ne croyons pas devoir aller aussi loin, allons-nous faire des distinctions préjudiciables à ces gens, afin de les empêcher de venir ici ? En d'autres termes, ces colons sont-ils des cultivateurs désirables ? Mon honorable ami m'a posé une question concernant l'octroi d'une subvention.

M. McLEAN : Avant que mon honorable ami aborde cette question, voudrait-il me dire si le renseignement qui appert au bordereau que j'ai en main, est exact ou non ? Cela vient d'Halifax, et se lit comme suit :

Le steamer *Phœnicia*, de la ligne Hambourg-Américaine est arrivé aujourd'hui de Hambourg et reparti cette après-midi, pour New-York. Les 350 Allemands qu'il portait sont débarqués ; 80 d'entre eux, cependant, son parti pour New-York par le steamer. Les steamers de la ligne Hambourg ont débarqué dans ce port plus de 50,000 Galiciens pendant cette saison, d'après le contrat qu'elle a fait avec le gouvernement en vue de la colonisation du Nord-Ouest. Tous ceux qu'on attendait cette année sont maintenant arrivés.

Le MINISTRE DE L'INTERIEUR : Pour savoir que cela est inexact, l'honorable député n'avait pas besoin de me le demander.

M. GIBSON : Quel est ce journal-là ?

M. PRIOR : Le "Mail and Empire".

Le MINISTRE DE L'INTERIEUR : Ce sont de tels rapports qui ont donné lieu à tant d'idées fausses que l'on entretient aujourd'hui sur l'œuvre du gouvernement à cet égard. Tout d'abord, le gouvernement n'a pas fait de contrat avec la Compagnie de steamers Hambourg-Américaine ; ensuite, il ne paie pas de subventions actuellement pour les Galiciens ; en troisième lieu, en comptant tous les Galiciens qui sont venus au pays depuis 1894 jusqu'à présent,—et il n'en est pas venu auparavant—il s'en manque encore de beaucoup, qu'il y ait, aujourd'hui, au Canada, 50,000 Galiciens. Je crois pouvoir dire à l'honorable député avant de terminer, combien il y en a, en tout. Le rapport lu par l'honorable député est si inexact, qu'il en est absurde.

M. McNEILL : L'honorable ministre a-t-il une idée du nombre de Galiciens et de Doukhobortsés qui ont immigré ici cette année ?

M. SIFTON.

Le MINISTRE DE L'INTERIEUR : Oui, dans quelques minutes, je fournirai les chiffres à l'honorable député. Naturellement, nos rapports ne comprennent que jusqu'à la fin de l'année 1898 ; il me serait impossible de donner des chiffres officiels pour cette année, mais avant six heures, si c'est possible, l'honorable député aura ce qu'il désire. Je veux maintenant expliquer le système de bonus en quelques mots, de manière qu'il n'y ait pas de fausse impression à ce sujet. On n'a commencé à parler de bonus qu'en 1882,—feu M. J. H. Pope était alors ministre de l'Agriculture—et on a alors résolu de payer des bonus pour favoriser l'immigration, ces bonus devant être égaux à ceux des autres pays ; et c'est là un point que je signale à l'attention de la Chambre. Le bonus que nous payons en Angleterre, est le même que ceux des autres colonies anglaises et des autres pays qui font la course à l'immigration, à l'exception d'un ou deux pays qui paient un bonus plus élevé, le Queensland en est un. Nous payons un bonus plus élevé sur le continent, non pas parce que nous voulons y recruter plus d'immigrants, mais parce que les autres pays paient un bonus plus élevé pour des immigrants du continent. C'est tout ce que nous avons à payer pour en avoir, et pour les faire inscrire et recruter par les agents de recrutement. Si nous élevions le bonus que nous payons aux agents de recrutement à Liverpool, cela aurait pour effet, non pas de nous assurer un plus grand nombre d'immigrants anglais, mais de porter les autres colonies à élever leur bonus également. Quelconque s'y connaît en cette matière, admet cela : tout l'argent que nous paierions en plus irait aux agents de steamers ; je prouverai que le gouvernement dont mon honorable ami est devenu membre plus tard, a admis cela, lorsque, il y a quelques années, il décida de mieux rétribuer les efforts de ceux qui travailleraient à attirer ici l'immigration anglaise ; il n'a pas augmenté le bonus de l'agent de recrutement de manière à payer un bonus plus élevé pour chaque immigrant, mais il l'a transformé en une autre sorte de bonus, savoir : en un bonus qui serait payé seulement pour chaque immigrant qui se serait établi au Canada et à ce bonus-là, il en a ajouté un autre en faveur de l'immigrant lui-même. Que mon honorable ami me permette de dire quelle était la politique du gouvernement qui nous a précédé. Car, si je comprends bien, sa prétention est celle-ci : que si nous retranchions ou réduisions le bonus aux immigrants qui nous viennent du continent, et augmentions le bonus aux immigrants anglais, nous aurions plus de ceux-ci, et moins de ceux-là. C'est le moyen que le précédent gouvernement avait essayé, et qu'il a abandonné, parce qu'il était complètement inefficace. Le 23 septembre 1890, il est intervenu un arrêté ministériel décidant ce qui suit :

De payer aux agents de steamers dans le Royaume-Uni un bonus de \$5 par chaque colon adulte qui s'éta-